

## Résolution du Conseil national – 15 et 16 juin 2019

### Les communistes à l'offensive pour les élections municipales de 2020

---

Les élections municipales de 2020 seront des échéances majeures pour la vie de nos concitoyen·ne·s et l'avenir des territoires.

Ces échéances seront-elles le moment où se construiront des politiques locales capables de battre en brèche les fractures sociales, spatiales et territoriales ? Au moment où tant de citoyen·ne·s portent l'espoir de plus d'égalité face aux politiques libérales du gouvernement, les villes et les villages doivent devenir des lieux de résistance qui construisent des réponses utiles pour changer la vie et porter l'ambition de développement de services publics locaux pour en finir avec la désertification, les inégalités, la confiscation de la démocratie citoyenne.

**La commune est le pivot de la République, le cœur battant de la vie démocratique de notre pays.**

A l'heure où la colère du peuple explose, des salarié·e·s en lutte aux rues teintées de jaune, au monde rural privé de services publics, aux quartiers populaires discriminés, les choix gouvernementaux visent l'assèchement des communes avec un objectif : la réduction des dépenses publiques, la marchandisation de tous les biens communs. **Les communes sont prises en étau** : une réduction drastique de leurs moyens et une marche forcée pour imposer des regroupements de collectivités, des métropoles mastodontes pour confisquer les pouvoirs aux citoyen·ne·s, mettre la main sur les politiques locales et réduire coûte que coûte la dépense publique. Les réformes institutionnelles en cours, ou celle concernant l'action publique, avec l'annonce du projet de loi « engagement et proximité » annoncé par le Premier ministre avant les élections municipales, accélèrent cette politique et menacent l'unité de la République.

Les élu·e·s et militant·e·s communistes décident de proposer des projets municipaux et intercommunaux de progrès social et écologiques pour répondre aux besoins de nos concitoyen·ne·s, défendre les communes et les services publics.

**Face au détricotage des politiques locales, pour les élections municipales de 2020, nous voulons contribuer avec les habitant·e·s à une triple ambition**, qui sera portée par tou·te·s les candidates et candidats du PCF, avec celles et ceux qui constitueront les listes de rassemblement, pour faire naître une nouvelle ère de la démocratie locale.

- **L'enjeu social et écologique au cœur de la ville et des villages de demain.** Nous portons l'ambition de villes solidaires portant des choix économiques, sociaux et environnementaux pour en finir avec les fractures sociales et territoriales.

Nous voulons, au cœur des projets, faire du développement de l'emploi de qualité, des services publics, d'un mode de développement humain durable, de l'habitat, de l'égalité sociale le cœur de l'action des communes. Nous voulons le meilleur pour les habitant·e·s : de nouveaux droits pour l'éducation et la culture, la santé, la jeunesse

et l'autonomie des personnes âgées, pour la promotion de l'égalité femme-homme dans tous les domaines, le droit à la citoyenneté pour toutes et tous. Nous voulons amplifier les politiques de lutte contre toutes les discriminations. Nous voulons mettre sous contrôle public la maîtrise et l'exploitation des données numériques personnelles.

- **La démocratie communale.** Nous portons une révolution des pouvoirs pour que la défiance populaire se transforme en démocratie communale. Pour faire que participation citoyenne et représentation électorale se combinent au service de l'amélioration du quotidien des habitant·e·s et qu'enfin les citoyen·ne·s se sentent pleinement représenté·e·s, écouté·e·s, associé·e·s. Nous voulons faire gagner du pouvoir d'agir aux populations par de nouvelles formes de démocratie directe.

Observatoire des politiques publiques locales, charte de la démocratie locale, référendum d'initiative locale, budget participatif pour partager le pouvoir avec les citoyen·ne·s. Une seule et même ambition : permettre aux jeunes, aux femmes et aux hommes qui vivent et travaillent dans une commune de décider et de participer activement au destin de leur ville ou de leur village.

- **La justice fiscale.** Nous portons une révolution des moyens financiers pour en finir avec la saignée budgétaire imposée par l'État et permettre aux habitant·e·s de prendre le pouvoir sur l'argent nécessaire au financement des choix communaux, pour le développement de l'investissement public et des missions de service public.

Nous portons l'ambition d'une grande réforme de la fiscalité locale qui redonne des ressources aux communes et crée un nouvel impôt territorial des entreprises. Nous voulons prendre le pouvoir sur les banques par la création de fonds sociaux, solidaires et écologiques pour financer les politiques municipales utiles aux populations.

Pour porter cette ambition, les milliers d'élue·s communistes sont déjà de toutes les luttes et solidarités sociales et sociétales. La confiance que leur témoignent les habitant·e·s s'ancre dans leur rôle de maillon fort de la démocratie, leur action pour retisser du lien social et culturel avec les associations, pour lutter contre toutes les discriminations et développer l'égalité des droits, combattre la logique du marché et promouvoir des services publics qui les accompagnent de la naissance à la fin de vie, construire avec elles et eux les innovations sociales, écologiques et démocratiques et inventer la ville de demain.

Nous voulons, dans les plus de 600 villes avec un·e maire communiste, reconduire des majorités de progrès pour les populations.

En 2020, au lendemain des européennes, les forces libérales et d'extrême-droite entendent conquérir des pouvoirs locaux. LREM veut faire des élections un marche-pied pour des relais de sa politique nationale. Le Rassemblement national, sorti en tête des élections européennes, compte remporter un nouveau succès électoral et asseoir ses politiques xénophobes et ultra-libérales. **Il n'est pas question de prendre le risque d'un**

**hold-up sur la démocratie locale et de mettre à mal les missions publiques au service des citoyen·ne·s. Le PCF contribuera à créer les conditions du rassemblement des forces de gauches et écologistes, fort de l'atout que représentent ses milliers d'él·u·e·s pour l'élaboration de projets municipaux de transformation sociale, écologique et démocratique.**

**Nous voulons créer une démarche populaire inédite** pour l'élaboration du projet municipal, la conduite de la campagne, les luttes à initier, des candidatures jusqu'à la mise en œuvre collective des engagements de campagne tout au long du mandat.

**Nous avons la conviction que la conjugaison de cette dynamique populaire avec le large rassemblement des forces de gauche et écologistes est la meilleure garantie de succès** des listes que nous présenterons ou auxquelles nous participerons, de l'élection ou réélection de maires communistes, de nouvelles étapes des majorités sortantes de gauche ou de conquêtes.

Partout dans le pays, les communistes et leurs él·u·e·s ont d'ores et déjà initié de premiers rassemblements citoyens. Rencontres thématiques et coopératives pour l'élaboration collective de projets avec les habitant·e·s, collectifs de campagne ouverts, candidatures à l'image de la diversité de nos communes, observatoires des engagements sont autant d'outil pour engager cette démarche. Le Conseil national appelle à amplifier cette dynamique et à proposer des chef·fe·s de file ou têtes de liste communistes au service de ces rassemblements.

**Le PCF propose à toutes les forces de gauche et écologistes des rencontres locales, départementales et nationales dès ce mois de juin, pour leur proposer de travailler avec nous à ces rassemblements.**